

Le Pacte des loups

Michel Husson. *Rouge* 1989 24/10/2002

"C'est seulement quand la marée se retire que l'on voit qui nageait tout nu." Cette forte maxime empruntée à un boursicoteur étatsunien s'applique bien aux politiques des bourgeoisies européennes. On est au bord de la récession, et ce revers de conjoncture est en train de détruire bien des illusions. Romano Prodi, l'actuel président de la Commission européenne, a dévoilé un secret de polichinelle en déclarant que le Pacte de stabilité était "stupide". Il a ainsi prononcé la seconde mort de Lionel Jospin qui avait ratifié ce fameux Pacte en juin 1997. Son triple pari de l'époque est en effet perdu : on découvre l'imbécillité profonde du Pacte dès qu'il s'agit de l'appliquer ; le gouvernement économique n'existe pas ; l'Europe sociale reste toujours une pure vue de l'esprit.

La période qui se referme est pourtant exceptionnelle. Elle a permis aux pays européens de surmonter provisoirement leurs contradictions pour faire l'euro. La reprise de la croissance et le recul du chômage ont fait naître un rêve, partagé par les libéraux de gauche et de droite : grâce à l'euro, l'Europe était entrée dans une phase de prospérité durable qui la mettait à l'abri des aléas de la conjoncture ; elle allait même devenir la nouvelle locomotive de l'économie mondiale. Aujourd'hui, la fin de la récréation a été sifflée et on redescend sur terre. La période qui s'ouvre est d'entrée marquée par les contradictions non résolues de la construction européenne à la sauce néolibérale. Rien, en particulier, n'assure la coordination des politiques économiques dans une conjoncture adverse, et c'est très vite le retour au chacun pour soi.

C'est dans ce contexte que Raffarin a cherché à définir une voie étroite, en prenant ses distances avec les critères d'Amsterdam. Son budget a été immédiatement critiqué par la Commission et par les pays qui ont eu la bêtise de prendre au sérieux le Pacte de stabilité. Il y a là un facteur important de crise, d'abord interne. Les principaux points du programme de Raffarin ont besoin du prétexte européen. Si on se contrefout des critères budgétaires, au nom de quoi devrait-on alors respecter les engagements pris à Barcelone de reculer de cinq ans l'âge du départ à la retraite et de privatiser EDF et GDF ? Après l'effondrement boursier, où trouver les gogos qui accepteront de souscrire à de nouvelles privatisations ? Le projet de "fonds de pension à la française" a disparu des déclarations gouvernementales, et la grande idée consistant à financer le fonds de réserve des retraites par de nouvelles privatisations (ou par les ventes de licences téléphoniques UMTS) a elle aussi été abattue en plein vol.

Reste donc une politique d'attaque directe des droits sociaux, de gel des salaires et de baisses des charges. Mais au nom de quoi ? Personne ne croit sérieusement que les baisses de charges vont créer des emplois quand les charrettes de licenciements commencent à arriver. Personne ne pense que l'austérité salariale généralisée en Europe, redoublée par l'austérité budgétaire, a une quelconque chance de relancer l'activité économique. A l'image des baisses d'impôts pour les riches, il s'agit d'une politique de classe qui n'a d'autre objectif que de renflouer les profits et les revenus financiers. Avec la prise de distance par rapport aux exigences européennes, cette politique perd un élément important de justification.

Et c'est pareil dans tous les pays. Les récentes mobilisations, notamment en Espagne et en Italie, constituent une véritable renaissance de l'activité syndicale, après de longues années de soumission et de résignation. Le changement c'est, là encore, la disparition de toute justification aux politiques menées. Partout en Europe, on a fait l'expérience que la majorité des travailleurs ne profitait pas de l'amélioration de la conjoncture économique. Le retournement en cours va faire remonter le chômage et nous ramener à la case départ, au moment de la récession de 1993. Mais avec cette grande différence : compte tenu de la leçon de choses qui vient d'être vécue, pas un seul licenciement n'apparaîtra dorénavant comme légitime. L'apogée du néolibéralisme est

probablement derrière nous : la période qui s'ouvre est celle de luttes capital-travail claires et nettes, où la capacité d'embrouille du social-libéralisme a fait en grande partie long feu. Dans ce contexte, la coordination internationale des travailleurs devient un facteur essentiel. Sans elle, certaines des bourgeoisies européennes (à commencer par la nôtre) peuvent chercher à jouer la carte de la connivence nationale. Pour éviter de jouer ainsi avec le feu, l'eupéanisation des luttes sociales est une priorité absolue dans la construction d'un bon rapport de forces. Au moment où leur front commun se fissure, il faut retourner contre les bourgeoisies l'arme de la coordination, mais la nôtre : celle des résistances et des avancées sociales. Pour la défense des services publics, pour la protection sociale, pour les droits sociaux, nous nous battons tous pour la même chose : pour une autre Europe. Voilà pourquoi le rendez-vous du Forum social européen de Florence est si important.